



PRÉFÈTE DÉLÉGUÉE DE SAINT-BARTHÉLEMY ET DE SAINT-MARTIN

Arrêté préfectoral n° 022/Pref du 15 février 2016
DDSU

portant réquisition de la société VERDE pour l'exécution des opérations de collecte des cadavres d'animaux relevant du service public de l'équarrissage.

**LE REPRESENTANT DE L'ETAT DANS LES COLLECTIVITES
DE SAINT-BARTHELEMY ET DE SAINT-MARTIN**

**OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

Vu le règlement (UE) n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive ;

Vu l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et de services ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L.226-1 à L.226-10 et R.226-1 à R.226-15 relatifs à l'équarrissage et l'article L.228-5 fixant les dispositions pénales ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2215-1-3° et 4° relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans le département ;

Vu le code pénal et notamment l'article R 642-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à

l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-1220 du 28 septembre 2005 modifié pris pour l'application de l'article L.226-1 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu le décret n° 2006-877 du 13 juillet 2006 pris pour l'application de l'article L.226-8 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu le décret du 12 novembre 2014, portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de Préfet de la région Guadeloupe, Préfet de la Guadeloupe, représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

Vu le décret du 21 mai 2015 portant nomination de la préfète déléguée auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin-Madame Anne LAUBIES ;

Vu l'instruction générale du 13 novembre 1981 relative au règlement des indemnités de réquisition de biens et de services ;

Vu la circulaire n° DGPEI/SDEPA/2006-4061 du 2 août 2006 relative à la réforme du service public de l'équarrissage ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-199/SG/MCI du 30 octobre 2015 modifiant l'arrêté n°2015-036 SG/DAGR/BAGE du 8 juin 2015 portant délégation de signature accordée à Madame Anne LAUBIES, préfète déléguée auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

Considérant la nécessité au titre de l'intérêt général, pour des motifs de santé et de salubrité publique, d'assurer la collecte des cadavres animaux relevant du service public de l'équarrissage ;

Considérant que la société VERDE (SIRET n°53160484100019) sise 12-14 rue Anegada à Hope-Estate - 97150 Saint-Martin, dispose des équipements et personnels nécessaires à la collecte des cadavres animaux relevant du service public de l'équarrissage ;

Arrête

Article 1 : La société VERDE (SIRET n°53160484100019) sise 12-14 rue Anegada à Hope-Estate - 97150 Saint-Martin, est requise pour assurer la collecte des cadavres d'animaux relevant du service public de l'équarrissage (SPE) précisés à l'article 2 du présent arrêté sur le territoire de Saint-Martin.

Article 2 : Les cadavres ou lots de cadavres relevant du service public de l'équarrissage concernés par la présente réquisition sont :

1. les cadavres ou lots de cadavres d'animaux d'élevage de toutes espèces de plus de 40 kilogrammes morts en exploitation agricole ;
2. les cadavres ou lots de cadavres de bovidés, d'ovins et de caprins d'élevage de moins de 40 kilogrammes, morts au cours de déplacements hors de l'exploitation agricole, à l'exception des animaux morts au cours de leur transport vers l'abattoir ou dans le cadre d'une activité de spectacle ;
3. les cadavres ou lots de cadavres de bovidés, d'ovins et de caprins d'élevage de moins de 40 kilogrammes, morts en exploitation agricole ;
4. les cadavres ou lots de cadavres d'animaux de toutes espèces de plus de 40 kg morts dans les fourrières, les refuges mentionnés à l'article L.214.6 du code rural et de la pêche maritime et les parcs zoologiques.;
5. les cadavres ou lots de cadavres de bovidés, d'ovins et de caprins d'élevage sans limite de poids et d'animaux de toutes autres espèces de plus de 40 kilogrammes, dont le propriétaire est inconnu ou inexistant ;
6. les cadavres ou lots de cadavres d'animaux de toutes espèces dont la destruction, pour des raisons de santé et de salubrité publique, est décidée par la préfète déléguée, à l'exception des cadavres d'animaux abattus sur ordre de la préfète déléguée dans le cadre des mesures de lutte contre les maladies animales réputées contagieuses.

Article 3 : Dans le cadre de la présente réquisition, la société VERDE respecte les modalités de collecte définies en annexe I du présent arrêté et se dote des moyens d'apporter les données nécessaires au suivi du service public de l'équarrissage et à l'élaboration du rapport annuel du service public de l'équarrissage et à l'attestation du service fait.

Un bordereau d'enlèvement conforme au modèle précisé en annexe II du présent arrêté est établi pour chaque enlèvement en trois exemplaires. Un exemplaire est remis au demandeur de l'enlèvement, un exemplaire est remis au responsable du site de destination des cadavres et l'original est conservé par la société chargée de l'enlèvement.

Article 4 : Les cadavres ou lots de cadavres ainsi collectés sont transférés en vue de leur élimination vers un centre d'enfouissement. Les frais liés à l'élimination des déchets relevant du service public de l'équarrissage sont pris en charge par l'État. La demande d'indemnisation de ces frais devra être adressée par la société VERDE à FranceAgriMer sur la base des factures émises par le centre d'enfouissement et acquittées par la société VERDE et des justificatifs nécessaires.

Article 5 : La prestation de collecte est rémunérée conformément aux tarifs indiqués ci-après et pour toute la durée de la réquisition. Le poids des enlèvements est le poids effectif tel qu'il est décrit au point II.1.2 de l'annexe I.

Prix unitaire de la prestation de collecte dans le cadre de l'organisation d'une tournée (par tonne) : 270 € hors taxe / tonne.

Prix unitaire de la prestation de collecte en cas d'enlèvement unique (absence de tournée) : 76 € hors taxe/ enlèvement.

Prix unitaire de la prestation d'enfouissement : 281,10 € hors taxe/ tonne.

Le poids des cadavres collectés relevant du SPE est calculé, soit en recourant à l'utilisation d'instruments de mesure tels que les dispositifs de pesée embarquée sur grue ou tout autre dispositif de pesée équivalent, soit en utilisant les abaques définies en annexe III du présent arrêté.

Article 6 : La société VERDE transmet sa demande d'indemnisation, libellée à l'ordre du directeur de FranceAgriMer, 12, rue Henri Rol-Tanguy TSA 20002, 93555 Montreuil-sous-Bois cedex, au directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, chargé de l'attestation du service fait.

La demande d'indemnisation doit porter les indications suivantes :

- les références de l'arrêté préfectoral portant réquisition et de la décision administrative fixant le montant de l'indemnisation sollicitée,
- la nature des prestations réalisées,
- le poids effectif des cadavres collectés,
- le montant unitaire de l'indemnisation sollicitée en HT et TTC en précisant le taux de TVA en vigueur,
- le montant total de l'indemnisation sollicitée en HT et TTC en précisant le taux de TVA en vigueur.

Elle est accompagnée d'une copie des bordereaux relatifs aux enlèvements effectués dans le cadre du présent arrêté.

Une copie du contrat de traitement des sous-produits animaux entre la société VERDE fera l'objet d'un envoi ainsi que les révisions annuelles pour autant qu'elles entraînent une modification du coût de la prestation d'enfouissement.

Article 7 : L'entreprise requise doit fournir tout élément relatif au contrôle de gestion du service public de l'équarrissage que le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt et que FranceAgriMer seraient amenés à lui demander.

Article 8 : Cette réquisition est prise du 15 février 2016 jusqu'au 31 décembre 2016.

Article 9 : L'inexécution du présent arrêté sera poursuivie conformément aux dispositions de l'article R 642-1 du code pénal sur constats de la Collectivité effectués dans le cadre de ses pouvoirs de police.

Article 10: Le secrétaire général de la préfecture est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le représentant de l'État et par délégation,

La préfète déléguée,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line and a vertical stroke at the end.

Anne LAUBIES

Délai et voies de recours - La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Martin dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ANNEXE I - Modalités de collecte des cadavres.

I. Modalités d'enlèvement des cadavres

I. 1 Dispositions générales

L'entreprise requise procède à l'enlèvement des cadavres d'animaux faisant l'objet du présent marché.

I. 2 Demandes d'enlèvement

Les demandes d'enlèvement des cadavres d'animaux sont réceptionnées par téléphone, équipé d'un répondeur enregistreur et, le cas échéant, par tout autre moyen approprié (serveur vocal, messagerie électronique).

L'entreprise requise assure la réception des demandes du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés, et au minimum entre 8 heures et 17 heures.

L'entreprise requise tient un registre des appels comportant les informations suivantes :

- un numéro d'ordre horodaté de la demande ;
- les coordonnées du demandeur ;
- l'adresse du lieu d'enlèvement,
- le nombre, l'espèce et la catégorie des cadavres d'animaux concernés.

I. 3 Délais d'enlèvement

L'entreprise requise procède à l'enlèvement des cadavres dans un délai de deux jours francs après réception de la déclaration du propriétaire ou du détenteur conformément à l'article L. 226-6 du Code rural et de la pêche maritime.

Ce délai franc démarre au lendemain de la date de réception de la demande d'enlèvement, à 0 heures.

L'entreprise requise n'étant pas tenu de travailler durant les week-ends et jours fériés, si les délais d'enlèvement s'achèvent un samedi, un dimanche ou un jour férié, elle doit procéder à l'enlèvement le dernier jour ouvré précédent ou le premier jour ouvré suivant la période chômée.

L'entreprise requise s'organise de manière à minimiser le délai entre la demande et l'enlèvement du cadavre.

I. 4 Organisation de l'enlèvement - Déroulement des tournées

L'entreprise requise organise librement ses collectes par tournée, dans le respect des délais d'enlèvement rappelés au point 1.3 ci dessus. Elle inclut les enlèvements du présent marché dans des tournées organisées pour enlever d'autres cadavres ou d'autres déchets d'origine animale.

Un numéro d'identification spécifique est attribué à chaque tournée. Ce numéro est reporté dans le registre central unique dans les conditions prévues au point IV ci-dessous.

Les cadavres ainsi collectés sont transportés soit vers un établissement intermédiaire en vue de leur regroupement et de leur transfert, soit directement vers un centre d'enfouissement.

L'entreprise requise a la possibilité de collecter tout type de sous-produits.

Les sous-produits qui ne relèvent pas du service public de l'équarrissage mais qui sont mélangés à des sous-produits qui en relèvent, ne sont pas rémunérés dans le cadre de la présente réquisition.

Le véhicule de collecte doit comporter une cloison mobile permettant de le compartimenter et de collecter séparément les types de sous-produits (cadavres et autres) ou être équipé d'un système de pesée embarquée.

I.5 Conditions imposées concernant le matériel de collecte

Les véhicules et conteneurs de collecte respectent les dispositions de l'annexe VIII – chapitre I – Section 1 du règlement (UE) n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine.

Pour l'estimation du poids de cadavres enlevés, l'utilisation d'instruments de mesure tels que les dispositifs de pesée embarquée sur grue ou tout autre dispositif de pesée équivalent est recommandé.

II. Évaluation et enregistrement des poids de cadavres collectés

II.1 Évaluation des poids collectés par enlèvement

II.1.1 Poids estimé à l'enlèvement

Le poids des cadavres enlevé est estimé à l'aide d'un instrument de mesure ou d'abaques. Lorsque les abaques ne sont pas utilisables, le poids doit être estimé de manière contradictoire par l'entreprise requise, en la présence du propriétaire ou son représentant ou du détenteur des cadavres d'animaux.

Le poids de cadavres estimé est reporté sur le bordereau d'enlèvement. Ce poids, dénommé « poids estimé à l'enlèvement », peut être corrigé par l'entreprise requise dans les conditions décrites au point II.1.2.

Lorsque le poids de cadavres enlevé est estimé à l'aide d'un instrument de mesure, notamment par pesée embarquée, l'entreprise requise n'est pas tenue de détailler les informations figurant dans le bordereau d'enlèvement : il indique le poids de cadavres enlevé par espèce, sans préciser leur nombre ni la catégorie dont ils relèvent.

En revanche, lorsque le poids enlevé est estimé sans instrument de mesure, le bordereau d'enlèvement doit préciser, pour chaque espèce, le nombre et le poids de cadavres enlevés par catégorie.

II.1.2. Poids effectif d'enlèvement

Chaque poids estimé à l'enlèvement est corrigé par l'entreprise requise en fonction de l'écart constaté entre la somme des poids de tous les sous-produits collectés au cours de la tournée, reportés sur les bordereaux d'enlèvement, et le poids net du chargement de la tournée (hors produits n'appartenant pas au marché en cas de transport et de pesée séparés), ce dernier devant être mesuré à l'aide d'un pont-bascule conforme aux prescriptions des décrets du 27 mars 1991 et du 3 mai 2001 relatifs aux instruments de mesure.

L'écart constaté est réparti au prorata des poids estimés à l'enlèvement de l'ensemble des sous-produits collectés au cours de la tournée, y compris ceux ne relevant pas du présent marché.

Chaque poids corrigé est dénommé « poids effectif d'enlèvement ». Ce poids est consigné dans les données relatives aux enlèvements reportées dans le registre de collecte mentionné au point 6.

II.2 Évaluation des poids collectés par tournée

II.2.1 Pesée des véhicules collecteurs

Tout véhicule transportant des sous-produits est pesé à plein dès son arrivée dans un établissement intermédiaire ou site de traitement ou site d'enfouissement. Le véhicule est pesé une seconde fois une fois son chargement vidé.

Les poids constatés lors des deux pesées sont reportés sur le ticket de pesée mentionné ci-dessous.

II.2.2 Enregistrement de la pesée

Chaque opération de pesée des véhicules collecteurs donne lieu à l'édition d'un ticket de pesée comportant les informations suivantes :

- numéro d'ordre du ticket de pesée ;
- numéro d'identification de la tournée ;
- numéro d'immatriculation du véhicule ;
- date et heure d'arrivée ;
- poids total en charge puis, après déchargement, poids à vide ;
- poids net du chargement.

Les tickets de pesée sont classés par numéro d'ordre. Ils sont conservés et laissés à la disposition du pouvoir adjudicateur pendant cinq années selon des modalités et dans un lieu précisés par l'entreprise requise.

Pour le cas des tournées mixtes effectuées sans instrument de pesée embarqué, la pesée de la tournée s'effectue en trois mesures : le camion est pesé à l'arrivée, puis une fois le premier compartiment vidé, et une troisième fois quand le camion est vide. Le calcul des poids effectifs se fera sur la base de la charge nette du compartiment contenant les cadavres relevant du présent marché.

III. Documents commerciaux d'accompagnement des cadavres

III.1 Document d'accompagnement des cadavres (bordereau d'enlèvement)

Conformément aux dispositions de l'article 21, alinéas 2 et 3 du Règlement (CE) 1069/2009 du parlement européen et du conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine pour leur transport depuis leur lieu de collecte vers un établissement intermédiaire ou un site d'enfouissement, les cadavres sont accompagnés d'un bordereau d'enlèvement dont le modèle figure en Annexe 2.

Pour chaque demande d'enlèvement faite auprès de l'entreprise requise, un bordereau d'enlèvement est établi en trois exemplaires. L'original est conservé par le destinataire final (site d'enfouissement), le demandeur de l'enlèvement et l'entreprise chargée de celui-ci en conservent chacun un exemplaire.

Les bordereaux d'enlèvement sont numérotés. Ils peuvent se présenter sous forme « papier » ou sous forme électronique.

Ce document comporte a minima :

1. d'une part, l'ensemble des mentions exigées à l'annexe VIII – chapitre II – Point 6.f du règlement (UE) n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine. :

- numéro horodaté du bordereau d'enlèvement ;
- date et heure d'enlèvement des cadavres ;
- le bordereau d'enlèvement doit mentionner le nom et l'adresse, le numéro SIRET et le code APE de la société ayant demandé l'enlèvement, ainsi que l'adresse de l'enlèvement.
- la description des cadavres : l'entreprise requise précise le nombre de cadavres enlevés par espèce et, le cas échéant, par catégorie, par sexe et par type, en précisant le numéro national individuel de tous les animaux soumis à identification ;
- quantité de sous-produits : poids total estimé par catégorie de cadavre.

2. d'autre part, les mentions suivantes :

- le numéro d'ordre horodaté de la demande d'enlèvement ;
- le numéro d'identification de la tournée ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule et le nom du chauffeur
- le nom et numéro SIRET de l'entreprise requise.

Le cas échéant, le document comporte les mentions exigées par la réglementation applicable en matière d'identification animale.

III.2 Conservation des bordereaux d'enlèvement

Les bordereaux d'enlèvement sont classés par numéro d'ordre. Ils sont conservés et laissés à la disposition du pouvoir adjudicateur, pendant une durée de 5 années, selon des modalités et dans un lieu précisés dans l'offre de l'entreprise requise.

IV. Tenue d'un registre central de collecte

IV.1 Conditions générales

En application de l'article 22 du Règlement (CE) 1069/2009 du parlement européen et du conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine, chaque entreprise qui expédie, transporte ou reçoit des sous-produits doit établir un relevé des envois.

L'entreprise requise rassemble en outre dans un registre central unique les informations précisées aux points IV. 2 et IV. 3 ci-dessous, concernant les collectes qu'elle réalise.

Les registres sont conservés et laissés à la disposition des pouvoirs adjudicateurs, pendant une durée de 5 années, selon des modalités et dans des lieux précisés par l'entreprise requise.

IV.2 Données relatives aux tournées

Pour chaque tournée, les informations suivantes sont enregistrées :

- numéro d'identification de la tournée ;
- date de la tournée ;
- heure de début de tournée et heure de fin de tournée ;
- numéros des bordereaux d'enlèvement composant la tournée, en distinguant ceux qui relèvent ou non du présent marché ;
- numéro d'immatriculation du véhicule et son poids total en charge ;
- nom du chauffeur ;
- le kilométrage indiqué au compteur en début et fin de tournée ;
- numéro d'ordre du ticket de pesée ;
- somme des poids estimés ou mesurés des cadavres et sous-produits collectés, en distinguant ceux qui relèvent ou non du présent marché ;
- poids total du véhicule en charge, puis, après déchargement, poids à vide ;
- poids net du chargement correspondant à la tournée ;

- somme des poids effectifs des cadavres et sous-produits collectés, en distinguant ceux qui relèvent ou non du présent marché;
- nom, adresse et numéro SIRET de l'établissement intermédiaire ou du site de traitement destinataire des cadavres, le cas échéant son numéro d'agrément ;

IV.3 Données relatives aux enlèvements

Pour chaque enlèvement de sous-produits, l'ensemble des informations mentionnées dans le bordereau d'enlèvement, décrit au point III.1 ci-dessus ainsi que le poids effectif par enlèvement et par espèce et catégorie de cadavre sont reportés dans le registre central mentionné aux points IV.1 et IV.2 ci-dessus et transférés dans SIGAL ou RESYTAL selon des modalités définies par le Service Vétérinaire.

V. Stockage temporaire des cadavres dans un établissement intermédiaire

V.1 Conditions générales

L'entreprise requise peut réaliser le regroupement et le stockage temporaire des cadavres collectés dans un établissement intermédiaire.

En application de l'article 22 du Règlement (CE) 1069/2009 du parlement européen et du conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine, chaque établissement intermédiaire doit tenir un registre des sous-produits entrant et sortant du site.

V.2 Mesure du poids des sous-produits en entrée

Il s'agit du poids mesuré conformément aux dispositions du point II.1.2 ci-dessus.

V.3 Registre de l'établissement intermédiaire

L'ensemble des informations contenues dans tous les tickets de pesées en entrée et en sortie du site est enregistré sur un document unique, en identifiant précisément pour chaque camion entrant et sortant du site :

- date et heure d'arrivée ou de départ du véhicule, son numéro d'immatriculation et le nom de son chauffeur, sa provenance ou sa destination (nom, adresse, numéro SIRET, le cas échéant n° d'agrément), les noms, adresse et numéro SIRET de l'entreprise de transport ;
- numéro d'identification de la tournée ou, en cas de transfert entre deux établissements intermédiaires, du document commercial d'accompagnement ;
- le contenu du chargement ;
- la catégorie sanitaire du chargement
- poids total du véhicule en charge, puis, après déchargement, poids à vide ;
- le poids net du chargement, le numéro du ticket de pesée ;
- kilométrage indiqué au compteur en début et fin de tournée.

Le registre est conservé dans l'établissement concerné et laissé à la disposition du pouvoir adjudicateur pendant une durée de 5 années.

**ANNEXE II - Modèle de document pour l'enlèvement
des cadavres animaux.**

BORDEREAU D'ENLEVEMENT DES CADAVRES ANIMAUX

N° de demande		Date et heure d'enlèvement/...../201... àH min	Bordereau d'enlèvement N°	
Nom – Raison sociale et adresse de l'entreprise chargée de la collecte		VERDE à HOPE STATE 97150 Saint-Martin		N° de SIRET	53 160484100019
N° d'identification de la tournée		N° immatriculation du véhicule		Nom du chauffeur	

EXPLOITATION DE DEPART / LIEU D'ENLEVEMENT

N° EDE		ou N° SIRET		Code APE	
Nom et prénom ou raison sociale					
Adresse			Commune		
Adresse du lieu d'enlèvement si différente			Commune du lieu d'enlèvement si différente		
Catégorie des propriétaires ou détenteurs de cadavres (rayer les mentions inutiles)		SPE (à la charge de l'État) Exploitation agricole / Fourrière / Commune / Centre équestre professionnel / Parc zoologique		Hors SPE (à la charge du propriétaire ou détenteur) Particulier / Vétérinaire / Abattoir / Centre de recherche / Laboratoire / Autre :	

ETABLISSEMENT DESTINATAIRE DES CADAVRES COLLECTES

Type d'établissement	Centre d'enfouissement	N° de SIRET	
Raison sociale	Adresse	Commune	

CADAVRES ENLEVES

Espèce	Catégorie	Nombre total de cadavres	Nb de mâles	Nb de femelles	Cocher si collecte en bac	N° d'identification des animaux	Poids estimé en kg (1)	Poids pesé en kg
Bovins	< 21 j							
	21 j à 6 mois							
	6 à 12 mois							
	12 à 18 mois							
	18 à 24 mois							
	> 2 ans							
Ovins	Bélier / brebis							
	Agneaux à l'engrais.							
	< 1 mois							
Caprins	Bouc / Chèvre							
	Chevreaux à l'engrais.							
	< 1 mois							
Équidés	Chevaux adultes		Adhérent ATM éleveurs et détenteurs d'équidés OUI – NON (rayer la mention inutile)					
	Morts-nés							
	Poulains < 24 mois							
	Poneys							
	Ânes / croisements							

Espèce	Catégorie	Nombre total de cadavres	Poids estimé en kg (1)	Poids pesé en kg	Cocher si collecte en bac	OBSERVATIONS (à compléter si anomalie par le chauffeur) : → Bovins <input type="checkbox"/> manque deux boucles <input type="checkbox"/> Absence de passeport ou illisible <input type="checkbox"/> Non concordance entre les boucles et le passeport <input type="checkbox"/> Impossible de contrôler l'identification <input type="checkbox"/> Autres : → Ovins et caprins : <input type="checkbox"/> Absence du bon d'enlèvement éleveur ou incomplet <input type="checkbox"/> Absence d'identification → Porcins : <input type="checkbox"/> Absence du bon d'enlèvement éleveur ou incomplet → Autres espèces : <input type="checkbox"/> Absence de document d'identification ou illisible <input type="checkbox"/> Impossibilité de contrôler l'identification <input type="checkbox"/> Autres
Porcs	Reproducteurs					
	Porc de 30 à 115 kg					
	Porcelets de 8 à 30 kg					
	Porcelets < 8 kg					
Volailles						
Lapins						
Chiens Chats	Chiens adultes					
	Chats					
	Chiots					
Autre						

En cas de présence du document pré-rempli par l'éleveur, y reporter le N° du bordereau d'enlèvement et l'agrafer au présent bordereau
Si l'animal n'est pas identifiable, agraffer la déclaration de l'éleveur relative à l'identification
(1) se référer aux abaques

Signature de l'éleveur ou de son représentant (facultative)

Signature du chauffeur

ANNEXE III – ABAQUES : Poids moyens à retenir pour l'estimation des poids par espèces, catégories, types et sexes

BOVINS (Source Institut de l'élevage) : poids en kg	Mâles	Femelles
Bovins mort nés ou moins de 21 jours	45	
21j à 6 mois inclus	100	
6 à 9 mois inclus	305	255
9 à 12 mois inclus	390	325
12 à 18 mois inclus	495	410
18 à 24 mois inclus	580	495
>2 ans	700	600

OVINS / CAPRINS (Source Institut de l'élevage) : poids en kg	Brebis / Chèvre	Bélier / Bouc	Age < 1 mois	A l'engraissement
ovins laitiers / viande	65	85	5	24
caprins	65	65	5	

PORCS (Source ITP) : poids en kg	poids moyen
porcelets en maternité, délivres, avortons, momifiés	7 kg par truie ayant mis bas
morts post sevrage (de 8 à 30 kg)	14
morts engraissement (porcs charcutiers)	57
reproducteurs	216

EQUINS : en kg	poids moyen
Chevaux adultes	650
Morts nés	70
Poulains	200
Poneys	250
Anes	400
croisements	400

VOLAILLES ET LAPINS (source ITAVI):

L'éleveur communique le poids du contenu du bac.

La méthode préconisée est d'afficher la capacité du bac sur le bac et de le graduer . 1 litre rempli correspond à 750 grammes.

CHIENS ET CHATS

CARNIVORES : en kg	poids moyen
Chiens adultes	25
Chiots	5
Chats	5

